

20 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 5 avril 1995 et du 4 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juillet 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que les Cabinets puissent fonctionner dès que possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Section 1^{re}. — Attributions

Article 1^{er}. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Au moins une fois par mois, il y aura concertation entre le Cabinet ministériel et les fonctionnaires de haut rang de l'administration concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

Section 2. — Composition

Art. 2. § 1^{er}. Le Cabinet d'un Ministre ne peut comporter que dix membres de niveau 1, à savoir :

- un chef de cabinet;
- deux chefs de cabinet adjoints;
- quatre conseillers ou chargés de mission;
- trois attachés.

Un secrétaire de cabinet et un secrétaire particulier peuvent être désignés parmi ceux-ci.

Le Cabinet d'un Vice-Président peut comporter un chef de cabinet, un conseiller ou chargé de mission et deux attachés supplémentaires.

Le Cabinet du Ministre-Président peut comporter un chef de cabinet, deux chefs de cabinet adjoints, deux conseillers ou chargés de mission et deux attachés supplémentaires.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum de membres puisse être dépassé.

Art. 3. § 1^{er}. Le nombre d'agents d'exécution et de membres du personnel auxiliaire (téléphoniste, concierge, ouvrier et personnel d'entretien) est limité à 40 pour un Ministre, 54 pour un Vice-Président, 68 pour le Ministre-Président, parmi lesquels un maximum respectivement de 5, 7 et 8 chauffeurs.

Un secrétaire particulier peut être désigné parmi ceux-ci.

Un membre du personnel auxiliaire peut être employé au domicile privé du Ministre.

§ 2. Le nombre d'agents d'exécution bénéficiant d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement dans une échelle barémique dans le niveau 2 + est limité à dix pour cent du nombre maximum d'agents d'exécution et de membres de personnel auxiliaire.

§ 3. Le Gouvernement met à la disposition de chaque membre du Gouvernement sortant de charge et n'exerçant plus de fonctions ministérielles un conseiller et un agent d'exécution pour une période de cinq ans prenant cours à la date de sa démission.

Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut y avoir en-dehors du cadre autorisé, un maximum de douze hommes - mois, par an répartis sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 16 hommes - mois, par an pour les Vice-Présidents et à 20 hommes - mois, par an pour le Ministre-Président.

Il ne peut être dérogé à ces nombres sauf accord du Ministre-Président.

Art. 5. Les membres du personnel des Services du Gouvernement et plus généralement de tout service public, appelés à faire partie d'un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

Section 3. — Nominations et fonctionnement

Art. 6. Le chef de cabinet est nommé par le Gouvernement. Les autres membres du Cabinet sont nommés par le Ministre concerné.

Art. 7. Le chef de cabinet communique les instructions et les ordres de service du Ministre ainsi que les dossiers qui concernent tout le Ministère au secrétaire général; il en est de même des dossiers qui relèvent des attributions des divisions placées sous son autorité directe.

Les dossiers relatifs à des affaires propres à certains services sont transmis directement au directeur général ou au fonctionnaire compétent.

A l'exception du secrétaire de cabinet pour l'exercice de ses compétences fonctionnelles, les membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration que par l'intermédiaire du chef de cabinet ou avec son autorisation.

Section 4. — Allocations et indemnités

Art. 8. Sans préjudice de l'article 10, il est alloué aux membres des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- chef de cabinet : échelle A2;
- chef de cabinet adjoint : échelle A3;
- conseiller et secrétaire de cabinet : échelle A4;
- attaché : échelle A5 ou A6;
- secrétaire particulier : échelle A5 ou A6.

Toutefois, dans l'hypothèse où un secrétaire particulier est désigné parmi les agents d'exécution, celui-ci est rémunéré conformément aux dispositions de l'alinéa 4 du présent article ou de l'article 10.

Les agents d'exécution des Cabinets ainsi que les gens de métier et de service, qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée, en régime organique, au grade du personnel des Services du Gouvernement correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 96 089 francs. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale, éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 9. § 1^{er}. Le nombre d'agents ou de membres de cabinet dont le traitement reste à la charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Région wallonne, est limité à trois pour un Ministre, quatre pour un Vice-Président et cinq pour le Ministre-Président.

§ 2. Les agents contractuels des Services du Gouvernement conservent leur rémunération augmentée seulement de l'allocation de cabinet au même titre que les agents statutaires.

Art. 10. Il est accordé aux membres du personnel des Services du Gouvernement détachés dans les Cabinets une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- chef de cabinet : 343 175 F;
- chef de cabinet adjoint : 260 813 F;
- conseiller ou secrétaire de cabinet : 233 359 F;
- attaché : 137 270 F;
- personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service : 96 089 F;
- secrétaire particulier du Ministre : 178 451 F.

Art. 11. La rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

La situation pécuniaire des membres et agents de cabinet qui, sans faire partie des Services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 10; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre ou de l'agent de cabinet, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables au membre ou à l'agent du Cabinet dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 8.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 12. Les membres du Cabinet qui conservent leur rémunération d'origine, remboursée ou non, ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que l'allocation de cabinet.

Art. 13. Il est accordé aux chauffeurs des Cabinets des Ministres :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10 981 F;

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99.970 F par an.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 19.217 F pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 8 236 F couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. Celui-ci peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre plusieurs chauffeurs du Cabinet.

Le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 8 et 10 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 14. Sans préjudice de l'article 11, les membres et agents des Cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 15. Les indemnités et allocations prévues aux articles 8, 10 et 13 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents de la Région.

Art. 16. Les indemnités et allocations prévues aux articles 8, 10, 13, 14 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison des prix à la consommation : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01.

Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture

Art. 17. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour, et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit : le chef de cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs A2 à A1; le chef de cabinet adjoint est assimilé aux fonctionnaires de rang A3; les conseillers, le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés aux fonctionnaires des rangs A5 à A4; le personnel affecté aux travaux d'exécution et les gens de métier et de service au personnel des Services du Gouvernement exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des Cabinets visés aux articles 10 et 11 du présent arrêté.

§ 2. Les articles 1^{er} à 9 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours sont applicables *mutadis mutandis* aux membres et agents des Cabinets.

§ 3. L'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Services du Gouvernement est applicable *mutadis mutandis* aux membres et agents des Cabinets.

Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée au personnel des Cabinets. Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

— chef de cabinet, chef de cabinet adjoint : 73 114 FEB;

— conseiller, secrétaire de cabinet, secrétaire particulier, attaché : 54 841 FEB;

— personnel d'exécution : 36 561 FEB.

L'indemnité est due par mois à terme échu.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours consécutifs.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours consécutifs.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

§ 4. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un Cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine conformément aux dispositions applicables en la matière dans cette administration.

§ 5. Dans les limites fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, les membres du personnel des Cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Art. 18. Le chef de cabinet est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les secrétaires généraux par l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les autres membres des Cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de courses.

Le chef de cabinet excepté, le total des autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 30 000 km par an et par Cabinet et 6.000 km par an et par bénéficiaire. Un supplément de 30.000 km par an est attribué au Cabinet disposant d'un deuxième chef de cabinet. Un supplément de 10 000 km par an est en outre attribué au Cabinet du Ministre-Président du Gouvernement.

Art. 19. § 1^{er}. Les frais de téléphone et de télécopie du Ministre sont pris en charge par le budget du Cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement de téléphone peuvent être remboursés intégralement :

- au chef de cabinet;
- au responsable de la presse;
- au secrétaire de cabinet;
- au secrétaire particulier;
- au chauffeur du Ministre;
- au chauffeur du chef de cabinet.

§ 3. Les frais de communications téléphoniques et de télécopie faites pour le service peuvent être remboursés aux personnes visées au § 2. Dans ce cas, les déclarations de créance doivent être visées par le Ministre concerné.

Toute dérogation requiert l'autorisation préalable du Ministre-Président.

Section 7. — Indemnités de départ

Art. 20. § 1^{er}. A la fin d'une législature ou en cas de démission d'un membre du Gouvernement, le Gouvernement ou le Ministre concerné peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1. du présent arrêté, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement ou le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage. Dans ces cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2.1. et est diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit, en rétribution de fonctions incomplètes, soit, à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au second alinéa de l'article 8 du présent arrêté et les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 13, 14 et 17 du présent arrêté ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 21. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés au Service d'Assistance en matière administrative et pécuniaire, visé par l'arrêté du 27 novembre 1997, lequel est chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Section 8. — Plafond global des rémunérations

Art. 22. Le Gouvernement détermine par Cabinet le plafond global des rémunérations et allocations afférentes aux membres et agents de Cabinet.

Section 9. — Titres honorifiques

Art. 23. Le chef de cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul des deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le chef de cabinet a effectuées auprès du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement de la Communauté française à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

Section 10. — Contrôle

Art. 24. Le Secrétariat du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels. Les Cabinets concernés enverront une copie conforme de chaque arrêté concernant les membres du personnel de ces Cabinets au Secrétariat du Gouvernement. Celui-ci visera, datera et estampillera les arrêtés approuvés et les renverra au Service de paiement (S.E.P.A.C.) qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra effectuer les paiements.

Section 11. — Dispositions finales

Art. 25. Sont abrogés les arrêtés des 30 décembre 1981, 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988, 1^{er} avril 1993, 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997 et 3 juin 1999.

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets le 20 juillet 1999.

Art. 27. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 1999.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, de l'Equipement et des Travaux publics,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation et du Logement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

 ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2690

[C — 99/27629]

20. JULI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 5. April 1995 und vom 4. Dezember 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1999 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 1999 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des am 20. Juli 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung der Unerlässlichkeit, dass die Kabinette so bald wie möglich ihre Arbeit aufnehmen können; dass diese Notwendigkeit das schnellstmögliche Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen voraussetzt;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Abschnitt 1. — Zuständigkeiten

Artikel 1. Die Zuständigkeiten der Kabinette der Minister werden folgendermaßen festgelegt: die Angelegenheiten, welche die allgemeine Politik der Regierung oder die parlamentarischen Arbeiten beeinflussen können, die Untersuchungen und Studien, durch welche die persönliche Arbeit der Minister erleichtert werden kann, das Vorlegen der Verwaltungsakten, eventuell das Sekretariat des Ministers, der Empfang und das Öffnen seiner privaten Post, seine besondere Korrespondenz, Anträge auf Audienz, Presseschau.

Mindestens einmal im Monat findet eine Konzertierung zwischen dem ministeriellen Kabinett und den hohen Beamten der Verwaltung statt, was die Vorbereitung und Durchführung der politischen Richtlinien betrifft.

Abschnitt 2. — Zusammensetzung

Art. 2 - § 1. Das Kabinett eines Ministers kann sich lediglich aus zehn Mitgliedern der Stufe 1 zusammensetzen, und zwar:

- einem Kabinettschef;
- zwei beigeordneten Kabinettschefs;
- vier Beratern oder Sonderberatern;
- drei Attachés.

Ein Kabinettssekretär und ein Privatsekretär können unter ihnen bezeichnet werden.

Das Kabinett eines Vize-Präsidenten kann sich aus einem zusätzlichen Kabinettschef, einem zusätzlichen Berater oder Sonderberater und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen.

Das Kabinett des Minister-Präsidenten kann sich aus einem zusätzlichen Kabinettschef, zwei zusätzlichen beigeordneten Kabinettschefs, zwei zusätzlichen Beratern oder Sonderberatern und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen.

§ 2. Die Aufteilung der in Paragraph 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige Anzahl der Mitglieder überschritten werden darf.

Art. 3 - § 1. Die Anzahl der ausführenden Bediensteten und der Mitglieder des Hilfspersonals (Telefonist, Hausmeister, Arbeiter und Wartungspersonal) wird auf 40 für einen Minister, 54 für einen Vize-Präsidenten, 68 für den Minister-Präsidenten beschränkt, wobei unter ihnen jeweils höchstens 5, 7 und 8 Fahrer zugelassen sind.

Ein Privatsekretär kann unter ihnen bezeichnet werden.

Ein Mitglied des Hilfspersonals kann in dem privaten Wohnsitz des Ministers angestellt werden.

§ 2. Die Anzahl der ausführenden Bediensteten, die eine das Gehalt in der Gehaltstabelle der Stufe 2+ ersetzende Kabinettszuwendung beziehen, wird auf zehn Prozent der höchstzulässigen Anzahl der ausführenden Bediensteten und Mitglieder des Hilfspersonals beschränkt.

§ 3. Die Regierung stellt jedem aus dem Amt scheidenden Regierungsmitglied, das keine ministeriellen Funktionen mehr ausübt, für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Datum seiner Amtsniederlegung einen Berater und einen ausführenden Bediensteten zur Verfügung.

Art. 4 - Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts können außerhalb des zugelassenen Rahmens höchstens zwölf, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Monatspersonen pro Jahr beschäftigt werden.

Für den Vize-Präsidenten wird die Zahl der Monatspersonen pro Jahr auf 16 und für den Minister-Präsidenten auf 20 Monatspersonen pro Jahr erhöht.

Vorbehaltlich des Einverständnisses des Minister-Präsidenten kann von dieser Zahl nicht abgewichen werden.

Art. 5 - Die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung und generell einer jeden öffentlichen Dienststelle, die dazu aufgerufen werden, einem Kabinett anzugehören, können weder im Amt an ihrem Arbeitsplatz bleiben, noch weiterhin in dessen Zuständigkeiten diensttuend sein, sei es auch als Teilzeitbeschäftigung.

Abschnitt 3. — Ernennungen und Arbeitsweise

Art. 6 - Der Kabinettschef wird von der Regierung ernannt. Die anderen Kabinettsmitglieder werden von dem betreffenden Minister ernannt.

Art. 7 - Der Kabinettschef übermittelt dem Generalsekretär die Vorschriften und Dienstsanweisungen des Ministers, sowie die Akten bezüglich des gesamten Ministeriums; dies gilt ebenfalls für die Akten, die unter die Zuständigkeiten der Abteilungen fallen, die unter seiner direkten Aufsicht stehen.

Die Akten über spezifische Angelegenheiten bestimmter Dienststellen werden unmittelbar dem Generaldirektor oder zuständigen Beamten übermittelt.

Die Kabinettsmitglieder und -bediensteten können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit der Verwaltung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs, was die Ausübung der Zuständigkeiten seines Amtes betrifft.

Abschnitt 4. — Zuwendungen und Vergütungen

Art. 8 - Unbeschadet des Artikels 10 wird den Kabinettsmitgliedern, die nicht zum Personal der Dienststellen der Regierung, oder generell zu einer öffentlichen Dienststelle gehören, anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung gewährt, die nach der folgenden und auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufe festgelegt wird:

- Kabinettschef: Stufe A2,
- beigeordneter Kabinettschef: Stufe A3,
- Berater und Kabinettssekretär: Stufe A4,
- Attaché: Stufe A5 oder A6,
- Privatsekretär: Stufe A5 oder A6.

Wird jedoch ein Privatsekretär unter den ausführenden Bediensteten bezeichnet, wird dieser entsprechend den Bestimmungen des Absatzes 4 des vorliegenden Artikels oder des Artikels 10 entlohnt.

Die Kabinettsbediensteten mit ausführender Tätigkeit, sowie das Fach- und Dienstpersonal, die nicht zu den Dienststellen der Regierung gehören, beziehen anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung, die innerhalb der Grenzen der organischen Grundregeln dem der ausgeübten Tätigkeit entsprechenden Dienstgrad des Personals der Dienststellen der Regierung entspricht, und die um eine Zuwendungszulage erhöht wird, die 96 089 BEF nicht überschreiten darf. Für das Personal der Dienststellen der Regierung darf die Sondergehaltsstufe, die eventuell in der Übergangsregelung vorgesehen ist, nicht angewandt werden.

Art. 9 - § 1. Die Anzahl der Kabinettsbediensteten oder -mitglieder, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Wallonischen Regierung fallen, wird auf drei für einen Minister, vier für einen Vize-Präsidenten und fünf für einen Minister-Präsidenten beschränkt.

§ 2. Die Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung beziehen weiterhin ihr Gehalt, dem wie für die statutarischen Personalmitglieder lediglich die Kabinettszuwendung hinzugerechnet wird.

Art. 10 - Den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung, die vorübergehend in einem Kabinettsbeschäftigt werden, wird eine Kabinettszuwendung gewährt, die folgende Jahressätze nicht überschreiten darf:

- Kabinettschef: 343 175 BEF
- beigeordneter Kabinettschef: 260 813 BEF,
- Berater und Kabinettssekretär: 233 359 BEF,
- Attaché: 137 270 BEF,
- Personal mit ausführender Tätigkeit, Fach- und Dienstpersonal: 96 089 BEF,
- Privatsekretär des Ministers: 178 451 BEF.

Art. 11 - Das Gehalt der Beamten und Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung geht weiterhin zu Lasten der letzteren.

Die finanzielle Stellung der Kabinettsmitglieder und bediensteten, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in Artikel 10 vorgesehene Kabinettszuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt der betroffene Minister der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Kabinettsmitglieds oder -bediensteten, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf das Kabinettsmitglied oder den Kabinettsbediensteten innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 8 anstelle eines Gehalts vorgesehene Kabinettszuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als das Gehalt im weiteren Sinne, das um die Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

Art. 12 - Die Kabinettsmitglieder, die weiterhin ihr ursprüngliches Gehalt beziehen, ob es nun zurückerstattet wird oder nicht, können kein anderes Gehalt als die Kabinettszuwendung beziehen.

Art. 13 - Den Fahrern der Ministerkabinette wird Folgendes gewährt:

- 1° eine monatliche Pauschalzuwendung von 10 981 BEF,
- 2° eine Pauschalvergütung von einem Höchstbetrag von 99 970 BEF pro Jahr.

Für den persönlichen Fahrer des Ministers wird die monatliche Pauschalzuwendung auf 19 217 BEF festgelegt, wobei die Zulage von 8 236 BEF die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstfahrten des Ministers Anlass geben. Letzterer kann je nach den ausgeführten Dienstleistungen die Vergabe dieser Zulage ändern und sie unter die verschiedenen Fahrer des Kabinetts verteilen.

Die in den Artikeln 8 und 10 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Zuwendungszulage und Kabinettszuwendung sind nicht auf sie anwendbar.

Art. 14 - Unbeschadet des Artikels 11 erhalten die Kabinettsbediensteten Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- oder Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Abschnitt 5. — Allgemeine Bestimmungen bezüglich der Zuwendungen und Vergütungen

Art. 15 - Die in den Artikeln 8, 10 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12 des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß der von dem Gehaltsstatus der Bediensteten der Region vorgesehenen Regelung in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 16 - Die in den Artikeln 8, 10, 13, 14 und 17 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 2. August 1971 zur Regelung der Verbindung mit dem Index der Verbraucherpreise festgelegten Bestimmungen an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 gebunden.

Abschnitt 6. — Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung

Art. 17 - § 1. Im Hinblick auf die Gewährung der Vergütungen für die Aufenthaltskosten und in Sachen Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Kabinettsmitglieder und -bediensteten mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen: der Kabinettschef wird mit den Beamten der Ränge A2 und A1 gleichgestellt; der beigeordnete Kabinettschef wird den Beamten des Rangs A3 gleichgestellt; die Berater, der Kabinettssekretär, der Privatsekretär und die Attachés den Beamten der Ränge A5 bis A4; das Personal mit ausführender Tätigkeit und das Fach- und Dienstpersonal dem Personal der Ministerien der Wallonischen Region, das entsprechende Ämter ausübt. Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, dass die in Artikel 10 und 11 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kabinettsmitglieder und -bediensteten einer Kategorie angeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2. Die Artikel 1 bis 9 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten sind *mutatis mutandis* auf die Kabinettsmitglieder und -bediensteten anwendbar.

§ 3. Der Königliche Erlass vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung ist *mutatis mutandis* auf die Kabinettsmitglieder und -bediensteten anwendbar.

Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann dem Personal der Kabinette gewährt werden. Der Betrag der Vergütung wird folgendermaßen festgelegt:

- Kabinettschef, beigeordneter Kabinettschef: 73 114 BEF
- Berater, Kabinettssekretär, Privatsekretär, Attaché: 54 841 BEF
- Personal mit ausführender Tätigkeit: 36 561 BEF

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt.

Die Vergütung wird lediglich dann gewährt, wenn das Amt, mit dem sie verbunden ist, während einer Dauer von mehr als fünf aufeinanderfolgenden Tagen im Laufe des gleichen Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während den Abwesenheitsperioden erhalten, wenn diese im Laufe eines selben Monats fünf aufeinanderfolgende Tage nicht überschreiten.

Wenn die Vergütung nicht für einen vollen Monat auszuzahlen ist, wird sie prorata temporis zu 1/30 des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

§ 4. Die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen, die einem ministeriellen Kabinett angehören und deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts des Kabinetts befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad bestimmt, mit dem der Bedienstete in seiner ursprünglichen Verwaltung bekleidet ist, und zwar gemäß den in dieser Verwaltung diesbezüglich anwendbaren Bestimmungen.

§ 5. Im Rahmen der durch die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. November 1991 zur Regelung der Beteiligung des Staates und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses an den Fahrtkosten der Personalmitglieder festgelegten Grenzen, können die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, welcher der Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsplatz entspricht, und zwar in diesem Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

Art. 18 - Der Kabinettschef ist befugt, unter den durch den Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten für die Generalsekretäre vorgesehenen Bedingungen seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

Den anderen Kabinettsmitgliedern kann die Genehmigung erteilt werden, unter den in demselben Erlass für die Beamten, denen sie durch den vorliegenden Erlass gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen. Sie sind von der Führung des Fahrtenbuchs dispensiert.

Mit Ausnahme des Kabinettschefs dürfen die gesamten Genehmigungen zur Benutzung eines eigenen Personenkraftwagens 30.000 km pro Jahr und pro Kabinett und 6 000 km pro Jahr und pro Berechtigten nicht überschreiten. Dem Kabinett, das über einen zweiten Kabinettschef verfügt, werden zusätzlich 30 000 km zugeteilt. Dem Kabinett des Minister-Präsidenten der Regierung werden außerdem zusätzlich 10 000 km zugeteilt.

Art. 19 - § 1. Die Telefon- und Telefaxkosten des Ministers gehen auf Grund von Belegen zu Lasten des Kabinettschaushalts.

§ 2. Die Anschlussgebühren für Telefon können folgenden Personen vollständig zurückerstattet werden:

- dem Kabinettschef,
- dem Presseleiter,
- dem Kabinettssekretär,
- dem Privatsekretär,
- dem Fahrer des Ministers,
- dem Fahrer des Kabinettschefs.

§ 3. Die Kosten für die für den Dienst ausgeführten Telefonate und Telefax können den in § 2 erwähnten Personen zurückerstattet werden. In diesem Fall müssen die Forderungsanmeldungen von dem betreffenden Minister mit einem Sichtvermerk versehen werden.

Jegliche Ausnahme erfordert die vorherige Genehmigung des Minister-Präsidenten.

Abschnitt 7. — Abgangsentschädigungen

Art. 20 - § 1. Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder im Falle einer Amtsniederlegung eines der Regierungsmitglieder kann die betreffende Regierung oder der betreffende Minister den Personen, die ein Amt in einem Kabinettt ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2.1. Diese pauschale Abgangszuwendung enthält:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von sechs Monaten bis zu einem Jahr;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von einem Jahr bis achtzehn Monaten;
- vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von achtzehn Monaten bis zu zwei Jahren;
- höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwei Jahren.

§ 2.2. Für die Feststellung der in § 2.1 des vorliegenden Erlasses erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinettt verbracht wurde, als dem Kabinettt, dem das Personalmitglied angehört, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb der ministeriellen Kabinetts nicht unterbrochen wurden.

§ 2.3. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Empfänger zu übermitteln.

§ 3. Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Die Bedingung für deren Gewährung besteht in der monatlichen Einreichung durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann die Regierung oder der Minister denjenigen Personen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren, die Ämter in einem Kabinettt ausgeübt haben und die entweder ausschließlich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilzeitämter in einem öffentlichen Dienst oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens oder Inhaber einer bzw. mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Renten zu Lasten der Staatskasse sind, oder Arbeitslosenunterstützung beziehen. In diesen Fällen wird die Abgangszuwendung gemäß dem § 2.1 festgelegt und je nach Fall um den Gesamtbetrag verringert, der dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Vergütung von unvollständigen Amtsausübungen oder als Rente oder Arbeitslosenunterstützung zu zahlen ist.

§ 5. Die in dem zweiten Absatz des Artikels 8 des vorliegenden Erlasses erwähnte Zuwendungszulage und die in den Artikeln 10, 13, 14 und 17 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen, sowie die laut der Bestimmungen des "Code des impôts sur les revenus 1992" (Einkommenssteuergesetzbuch) für die Bestimmung der Anzahl der Unterhaltsberechtigten nicht in Betracht gezogenen Einnahmen werden für die Festlegung der pauschalen Abgangszuwendungen nicht berücksichtigt. Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten, wird keine Abgangszuwendung gewährt.

Art. 21 - Die Personalakten der Personalmitglieder, welche die Kabinette verlassen, werden der in dem Erlass vom 27. November 1997 erwähnten Dienststelle für administrative und finanzielle Hilfeleistungen zugunsten der Kabinette übergeben, die mit deren administrativen und finanziellen Verwaltung beauftragt werden.

Abschnitt 8. — Globaler Höchstbetrag der Gehälter

Art. 22 - Die Regierung bestimmt für jedes Kabinettt den globalen Höchstbetrag der den Kabinettsmitgliedern und -bediensteten gebührenden Gehälter und Zuwendungen.

Abschnitt 9. — Ehrentitel

Art. 23 - Der Kabinettschef kann durch Erlass der Regierung befugt werden, den Ehrentitel seines Amtes zu tragen, unter der Voraussetzung, dass er dieses Amt wenigstens zwei Jahre ausgeübt hat.

Für die Berechnung der zwei Jahre kann die Regierung die Dauer der Dienstleistungen berücksichtigen, die der Kabinettschef bei der föderalen Regierung oder bei der Regierung der französischen Gemeinschaft erbracht hat, unter der Voraussetzung, dass die Kontinuität nicht unterbrochen worden ist.

Abschnitt 10. — Kontrolle

Art. 24 - Das Sekretariat der Regierung wird mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette beauftragt. Die betroffenen Kabinette richten eine gleichlautende Abschrift eines jeden Erlasses, der die Personalmitglieder dieser Kabinette betrifft, an das Sekretariat der Regierung. Dieses versieht die verabschiedeten Erlasse mit einem Sichtvermerk, datiert und stempelt sie und sendet sie an die Zahlungsdienststelle (S.E.P.A.C.) zurück, die lediglich nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlungen durchführen kann.

Abschnitt 11. — Schlussbestimmungen

Art. 25 - Die Erlasse vom 30. Dezember 1981, 27. Januar 1982, 6. Februar 1986, 11. Mai 1988, 1. April 1993, 10. März 1994, 6. April 1995, 27. Juni 1996, 27. Februar 1997, 26. Juni 1997 und 3. Juni 1999 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass tritt am 20. Juli 1999 in Kraft.

Art. 27 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 1999

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der Öffentlichen Arbeiten,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Beschäftigung, der Ausbildung und des Wohnungswesens,
M. DAERDEN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
T. DETIENNE

Der Minister der Landwirtschaft und der Ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

—
VERTALING

N. 99 — 2690

[C — 99/27629]

20 JULI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1998, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 5 april 1995 en 4 december 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1999 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 1999 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juli 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de kabinetten zo spoedig mogelijk moeten kunnen werken; dat deze bepalingen derhalve binnen de kortste tijden in werking moeten treden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. De bevoegdheden van de kabinetten van de Ministers worden als volgt vastgelegd : de aangelegenheden die het algemeen Regeringsbeleid of de parlementaire werkzaamheden kunnen beïnvloeden, de onderzoeken en studies die de persoonlijke taak van de Ministers helpen verlichten, het overleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van de Minister, het in ontvangst nemen en openen van de hem bestemde post, zijn persoonlijke briefwisseling, de audiëntieverzoeken, het persoverzicht.

Het ministerieel kabinet en de opperamtenaren van het bestuur plegen minstens één keer per maand overleg over de voorbereiding en de tenuitvoerlegging van het te voeren beleid.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 2. § 1. Het kabinet van een Minister mag niet meer dan tien leden van niveau 1 tellen, met name :

- een kabinetschef;
- twee adjunct-kabinetschefs;
- vier adviseurs of opdrachthouders;
- drie attachés.

Onder hen kunnen een kabinetssecretaris en een privé-secretaris aangewezen worden.

Het kabinet van een Vice-President mag bestaan uit een kabinetschef, een adviseur of opdrachthouder en twee bijkomende attachés.

Het kabinet van de Minister-President mag bestaan uit een kabinetschef, twee adjunct-kabinetschefs, twee adviseurs of opdrachthouders en twee bijkomende attachés.

§ 2. De verdeling van de in de vorige paragraaf vastgestelde functies kan slechts met het akkoord van de Minister-President gewijzigd worden en het maximaal aantal leden mag daarbij niet overschreden worden.

Art. 3. § 1. Het aantal leden van het uitvoerings- en hulppersoneel (telefoniste, conciërge, arbeiders en onderhoudspersoneel) is beperkt tot 40 per Minister, 54 per Vice-President, 68 voor de Minister-President, en tot respectievelijk maximum 5, 7 en 8 autobestuurders.

Onder voornoemde leden kan een privé-secretaris aangewezen worden.

Een lid van het hulppersoneel kan in dienst worden genomen in de privé-woning van de Minister.

§ 2. Het aantal leden van het uitvoeringpersoneel dat een als wedde geldende kabinetstoelage geniet in een weddeschaal van niveau 2+, wordt beperkt tot tien percent van het maximum aantal leden van het uitvoerings- en hulppersoneel.

§ 3. De Regering stelt elk uittredend Regeringslid dat geen ministeriële functies meer uitoefent, gedurende vijf jaar, te rekenen van de datum van zijn ontslag, een adviseur en een uitvoeringpersoneelslid ter beschikking.

Art. 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet mogen buiten de toegestane personeelsformatie maximum twaalf man/maand per jaar verdeeld worden over één of meer experts.

Dit aantal wordt verhoogd tot 16 man/maand per jaar voor de Vice-Presidenten en tot 20 man/maand per jaar voor de Minister-President.

Van deze aantallen mag niet afgeweken worden, behoudens akkoord van de Minister-President.

Art. 5. De personeelsleden van de Regeringsdiensten en, meer algemeen, van elke openbare dienst, die aangewezen worden om deel uit te maken van een kabinet, mogen noch hun betrekking blijven bekleden, noch de desbetreffende bevoegdheden blijven uitoefenen, zelfs niet in deeltijds verband.

Afdeling 3. — Benoemingen en werking

Art. 6. De kabinetschef wordt door de Regering benoemd. De andere kabinetsleden worden door de bevoegde Minister benoemd.

Art. 7. De kabinetschef maakt de instructies en de dienstorders van de Minister, alsmede de dossiers met betrekking tot het gezamenlijke Ministerie over aan de secretaris-generaal. Hij handelt op dezelfde wijze voor de dossiers die onder de bevoegdheid vallen van de afdelingen die onder zijn rechtstreeks gezag staan.

De dossiers betreffende aangelegenheden eigen aan bepaalde diensten worden rechtstreeks overgemaakt aan de directeur-generaal of aan de bevoegde ambtenaar.

Afgezien van de kabinetssecretaris in de uitoefening van zijn functionele bevoegdheden, mogen de kabinetsleden en -personeelsleden niet met het bestuur handelen, behalve door toedoen van de kabinetschef of met diens instemming.

Afdeling 4. — Toelagen en vergoedingen

Art. 8. Onverminderd artikel 10 wordt aan de kabinetsleden die niet deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende kabinetstoelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hiernavermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- kabinetschef : schaal A2,
- adjunct-kabinetschef : schaal A3,
- adviseur en kabinetssecretaris : schaal A4,
- attaché : schaal A5 of A6,
- privé-secretaris : schaal A5 of A6.

Als een privé-secretaris aangewezen wordt onder het uitvoeringpersoneel, wordt hij evenwel bezoldigd overeenkomstig de bepalingen van het vierde lid van dit artikel of van artikel 10.

De leden van het uitvoeringspersoneel van de kabinetten alsmede het vak- en dienstpersoneel die niet deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, genieten een als wedde geldende kabinetstoelage binnen de perken van de minimum- en maximumwedde van de schaal die in het organieke stelsel gekoppeld is aan de met het uitgeoefend ambt overeenstemmende graad van het personeel van de Regeringsdiensten, verhoogd met een aanvullende toelage van maximum 96 089 BEF. Het personeel van de Regeringsdiensten komt niet in aanmerking voor de bijzondere weddeschaal waarin eventueel wordt voorzien bij een overgangsregeling.

Art. 9. § 1. Het aantal kabinetsleden of -personeelsleden van wie de wedde ten laste blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot drie per Minister, vier per Vice-president en vijf voor de Minister-President.

§ 2. Evenals de statutaire personeelsleden, behouden de contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten hun wedde, die alleen met een kabinetstoelage verhoogd wordt.

Art. 10. De bij de kabinetten gedetacheerde personeelsleden van de Regeringsdiensten genieten een kabinetstoelage die onderstaande jaarlijkse bedragen niet mag te boven gaan :

- kabinetschef : 343 175 BEF,
- adjunct-kabinetschef : 260 813 BEF,
- adviseur of kabinetssecretaris : 233 359 BEF,
- attaché : 137 270 BEF,
- uitvoeringspersoneel alsmede vak- en dienstpersoneel : 96 089 BEF,
- privé-secretaris van de Minister : 178 451 BEF.

Art. 11. De bezoldiging van de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten blijft voor rekening van deze diensten.

De bezoldiging van de kabinetsleden en -personeelsleden die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteren onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in artikel 10 bedoelde kabinetstoelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt de betrokken Minister de wedde van het kabinetslid of -personeelslid terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarspremie en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het kabinetslid of -personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene de in artikel 8 bedoelde kabinetstoelage, die als wedde geldt.

Deze toelage mag evenwel niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging in de ruime zin, verhoogd met de toelage die de betrokkene zou krijgen indien hij onder de sub 1° vermelde bepalingen zou vallen.

Art. 12. De kabinetsleden die hun al dan niet terugbetaalde oorspronkelijke wedde behouden, hebben geen recht op enige andere bijkomende wedde als de kabinetstoelage.

Art. 13. De autobestuurders van de ministeriële kabinetten van de Ministers genieten :

- 1° een maandelijks forfaitaire toelage van 10 981 BEF,
- 2° een forfaitaire vergoeding van maximum 99 970 BEF per jaar.

De maandelijks forfaitaire toelage wordt verhoogd tot 19 217 BEF voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij het supplement van 8 236 BEF de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de Minister. De Minister kan dat supplement onder verschillende kabinetschauffeurs verdelen, al naar gelang de verstrekte diensten.

Ze komen niet in aanmerking voor de bijkomende toelage en de kabinetstoelage bedoeld in de artikelen 8 en 10 van dit besluit.

Art. 14. Onverminderd artikel 11 hebben de kabinetsleden en -personeelsleden recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen

Art. 15. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 8, 10 en 13 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12 van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van het Gewest.

Art. 16. De in de artikelen 8, 10, 13, 14 en 17 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel tot koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

Afdeling 6. — Diverse kosten, wagengebruik

Art. 17. § 1. De verblijfkosten- en reiskostenvergoedingen van de kabinetsleden en -personeelsleden worden verleend op grond van de volgende gelijkstelling met de graden van de administratieve hiërarchie : de kabinetschef wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang A2 en A1; de adjunct-kabinetschef met een ambtenaar van rang A3; de adviseurs, de kabinetssecretaris, de privé-secretaris en de attachés met een ambtenaar van rang A5 tot A4; het uitvoerend personeel en het vak- en dienstpersoneel met het personeel van de Regeringsdiensten dat een gelijkaardige functie uitoefent. Deze gelijkstelling mag niet inhouden dat de in de artikelen 10 en 11 van dit besluit bedoelde kabinetsleden en -personeelsleden ingedeeld worden in een lagere categorie dan die welke overeenstemt met hun graad.

§ 2. De artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten zijn mutatis mutandis van toepassing op de kabinetsleden en -personeelsleden.

§ 3. Het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries is mutatis mutandis van toepassing op de kabinetsleden en -personeelsleden.

Het personeel van de kabinetten kan een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

- kabinetschef, adjunct-kabinetschef : 73 114 BEF
- adviseur, kabinetssecretaris, privé-secretaris, attaché : 54 841 BEF
- uitvoerend personeel : 36 561 BEF.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald.

De vergoeding wordt slechts verleend als het ambt waarop ze betrekking heeft, gedurende meer dan vijf opeenvolgende dagen wordt uitgeoefend in de loop van dezelfde maand.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van minder dan vijf opeenvolgende dagen afwezigheid in de loop van dezelfde maand.

Als de vergoeding niet voor een volle maand verschuldigd is, wordt ze prorata temporis uitbetaald tegen 1/30ste van het maandbedrag per dag.

§ 4. De personeelsleden van de openbare diensten die deel uitmaken van een ministerieel kabinet en van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de betrokken Minister en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt in zijn oorspronkelijk bestuur overeenkomstig de bepalingen die er terzake van toepassing zijn.

§ 5. Binnen de perken bedoeld in de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerskosten van de personeelsleden, kunnen de personeelsleden van de ministeriële kabinetten afwijkingshalve aanspraak maken op een financiële tegenwaarde die gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats. In dit laatste geval moeten ze beschikken over een bijzondere machtiging van de bevoegde Minister waarin de redenen van de afwijking opgegeven worden. De financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

Art. 18. Voor dienstverplaatsingen mag de kabinetschef zijn eigen wagen gebruiken onder de voorwaarden waarin voorzien wordt krachtens artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten voor de secretarissen-generaal.

De andere kabinetsleden kunnen ertoe gemachtigd worden hun eigen wagen te gebruiken onder de voorwaarden waarin hetzelfde besluit voorziet voor de ambtenaren met wie zij krachtens dit artikel gelijkgesteld worden. Zij hoeven geen reiswijzer bij te houden.

Behalve wat de kabinetschef betreft, worden de machtigingen tot gebruik van de eigen wagen verleend voor maximum 30.000 km per jaar en per kabinet en 6.000 km per jaar en per begunstigde. Er wordt een supplement van 10.000 km per jaar toegestaan aan het Kabinet van de Minister-President van de Regering.

Art. 19. § 1. De telefoon- en telefaxkosten van de Minister komen op grond van bewijsstukken ten laste van de begroting van het kabinet.

§ 2. De telefoonabonnementskosten kunnen integraal terugbetaald worden aan :

- de kabinetschef;
- de persverantwoordelijke;
- de kabinetssecretaris;
- de privé-secretaris;
- de chauffeur van de Minister;
- de chauffeur van de kabinetschef.

§ 3. De om dienstredenen gemaakte telefoon- en telefaxkosten kunnen terugbetaald worden aan de in § 2 bedoelde personen. In dit geval moeten de aangiften van schuldvordering door de betrokken Minister geïnviseerd worden.

Elke afwijking vordert de voorafgaande instemming van de Minister-President.

Afdeling 7. — Vertrektoelagen

Art. 20. § 1. Aan het einde van een legislatuur of in geval van ontslag van een Regeringslid kan de Regering of de betrokken Minister onder de hiernavermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een kabinetsfunctie hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gewaarborgd bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2.1. Deze forfaitaire toelage belooft :

- één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 2.2. Voor de berekening van de in § 2.1. van dit besluit bedoelde ononderbroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel kabinet.

§ 2.3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet de vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijksche schijven betaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Regering of de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die kabinetsfuncties hebben uitgeoefend en die hetzij uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen bij een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinrichting of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen. In deze gevallen wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2.1. en al naar gelang het geval verminderd met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is, hetzij ter bezoldiging van onvolledige functies, hetzij als pensioen of werkloosheidsuitkering.

§ 5. De in het tweede lid van artikel 9 van dit besluit bedoelde extratoelage en de in de artikelen 10, 13, 14 en 17 van dit besluit bedoelde toelagen en vergoedingen, alsmede de middelen waarmee krachtens de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 geen rekening wordt gehouden voor de bepaling van het aantal personen ten laste, komen niet in aanmerking voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage. De personen die hun ambt uit eigen beweging neerleggen, hebben geen recht op een vertrektoelage.

Art. 21. De individuele dossiers van de personeelsleden die de kabinetten verlaten, worden overgenomen door de in het besluit van 27 november 1997 bedoelde vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden, die instaat voor het administratieve en geldelijke beheer daarvan.

Afdeling 8. — Maximumbedragen van de bezoldigingen

Art. 22. De Regering bepaalt de maximumbedragen van de bezoldigingen en toelagen van de kabinetsleden en -personeelsleden per kabinet.

Afdeling 9. — Eretitels

Art. 23. De kabinetschef kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van zijn functies op voorwaarde dat hij ze ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van die twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de functies die de kabinetschef zonder onderbreking heeft uitgeoefend bij de federale Regering of de Regering van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 10. — Toezicht

Art. 24. Het secretariaat van de Regering moet toezicht houden op de samenstelling van de ministeriële kabinetten. De betrokken kabinetten moeten een eensluidend afschrift van elk besluit in verband met hun personeelsleden overmaken aan het secretariaat van de Regering. Dit laatste viseert, dateert en stempelt de goedgekeurde besluiten af en zendt ze door naar de uitbetalingsdienst (S.E.P.A.C.), die de betalingen pas na ontvangst van de geviseerde besluiten zal verrichten.

Afdeling 11. — Slotbepalingen

Art. 25. De besluiten van 30 december 1981, 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988, 1 april 1993, 10 maart 1994, 6 april 1995, 27 juni 1996, 27 februari 1997, 26 juni 1997 en 3 juni 1999 worden opgeheven.

Art. 26. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 juli 1999.

Art. 27. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 1999.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

T. DETIENNE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART